

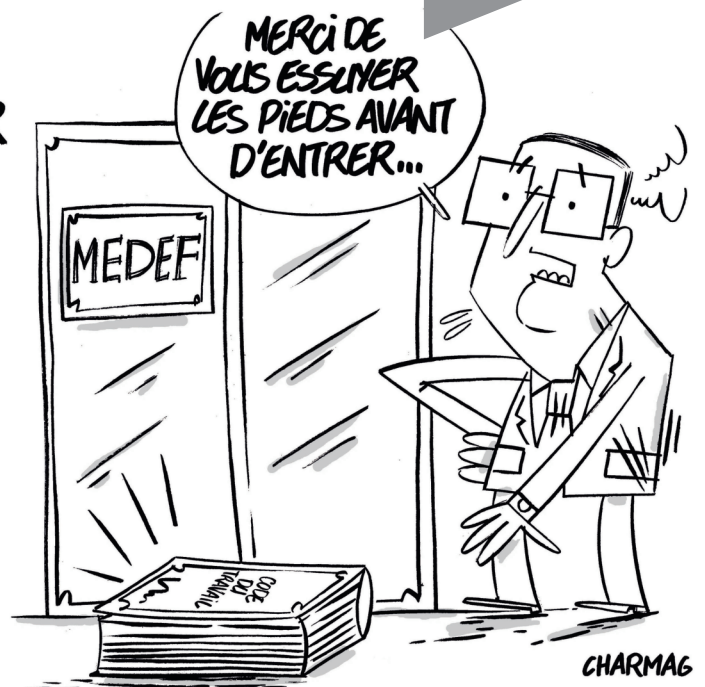
LOI-TRAVAIL : Le gouvernement ne lâche rien...

AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

LE CONCIERGE EST DANS L'ESCALIER

Jeunes, salariéEs, retraitéEs, précaires, sans-emploi... nous avons manifesté le 9 mars à plusieurs centaines de milliers contre la « loi Travail ». Un brutal projet de régression sociale qui diminue les droits des salariéEs et augmente la précarité, et notamment des jeunes.

Face à l'ampleur de notre mobilisation, le gouvernement PS-Medef a été contraint de modifier son projet qui serait devenu « acceptable »... Mais le gouvernement n'a fait que semblant de reculer. En vérité, il ne lâche rien. Alors, nous non plus, on ne lâche rien !



BEAUCOUP DE BLABLA POUR MOINS QUE RIEN

Valls a mis en scène une prétendue nouvelle version du projet de loi El Khomri. Mais, rien de fondamental n'a été modifié. Au contraire, elle continue de faciliter les licenciements, plafonner les indemnités prud'homales, remettre en cause la majoration des heures supplémentaires, affaiblir la médecine du travail...

Et le cœur du projet initial reste: mettre en place dans les entreprises des accords revus à la baisse par rapport aux accords collectifs de branche, en décentralisant la négociation collective au niveau de l'entreprise, là où le rapport de force pourrait être défavorable aux salariéEs.

Pas plus dans sa version relookée que dans sa version initiale, ce projet ne répond en aucune façon aux besoins et aux aspirations des jeunes, des salariés ou des chômeurs pour avoir un emploi. Il répond aux intérêts égoïstes du patronat qui, pour remplir les poches des actionnaires, veut réaliser le maximum de profits sur le dos des classes populaires, au détriment de leurs conditions de vie et de travail.

Nous exigeons le droit à un emploi sûr et correctement rémunéré et une répartition – égalitaire – du travail et des richesses entre touTEs!

**TOUTES ET TOUS ENSEMBLE,
IMPOSONS LE RETRAIT DU PROJET !**

En revoyant la copie de son projet

de loi, le gouvernement Hollande-Valls tente de désamorcer une mobilisation qui lui fait peur parce qu'elle remet en question toute sa politique. Ce projet est au centre de sa politique antisociale d'austérité au service d'une infime minorité de riches et de possédants et contre les classes populaires.

Lui faire échec est l'affaire de nous touTEs !

C'est dans la rue et par la grève que nous ferons reculer ce gouvernement – qui ose (encore?) se dire "de gauche".

C'est en faisant **converger nos colères et nos luttes** que nous construirons le rapport de force à la hauteur de l'attaque.

Casse des acquis sociaux, précarité, état d'urgence liberticide, racisme...

CETTE SOCIÉTÉ-LÀ, ON N'EN VEUT PAS !

Pour faire passer sa politique antisociale, le gouvernement, notamment avec l'état d'urgence, multiplie les atteintes aux libertés et droits démocratiques. Il alimente le racisme, stigmatisant les "musulmans" pour diviser les classes populaires. Il n'hésite pas à puiser dans l'arsenal réactionnaire du FN des mesures comme

la déchéance de la nationalité ou le renforcement des pouvoirs de la police. Contre cette société de plus en plus répressive pour imposer une régression sociale sans précédent, il est urgent de nous dresser touTEs ensemble et de faire converger nos luttes contre tous les méfaits du capitalisme.

Pour une autre société qui, en rompant avec le capitalisme destructeur, répondra aux besoins

de la grande majorité: un emploi et un revenu permettant à touTEs de vivre correctement ; l'égalité des droits pour touTEs (y compris pour les migrants) ; la transition énergétique... Une société dans laquelle les classes populaires prendront leurs affaires en main à tous les niveaux et dont les seules urgences seront les **urgences sociales, écologiques et démocratiques**.



SAM. 19 MARS

JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME

Depuis les attentats sanglants du 13 novembre 2015 à Paris, la situation s'est considérablement dégradée. En réponse à l'idéologie obscurantiste des terroristes, l'exécutif Hollande-Valls a multiplié des mesures sécuritaires, qui provoquent une suspicion généralisée, un repliement de la société, la peur de l'autre.

Ce climat contribue à:

- **légitimer les thèses xénophobes et racistes de l'extrême droite** qui renforcent le FN dans sa politique nauséabonde,
- **diviser les salariés et les gens** en fonction de leur origine ou de leur religion,
- **rendre les immigrés et leurs enfants responsables** des maux dont souffre le pays.

La France promet d'"accueillir" 30000 réfugiés en deux ans alors que des centaines de milliers d'entre eux se pressent aux frontières de l'Europe après avoir risqué leur vie. Dans le même temps, elle traite de façon honteuse et inadmissible les milliers de migrants qui s'entassent à Calais. Enfin, la réforme du code des étrangers, de juillet 2015 vise principalement à accélérer les procédures d'expulsion et exacerbe l'obsession du contrôle. Les organisations soussignées revendiquent leur volonté du vivre ensemble et leur exigence d'égalité des droits et de justice sociale. Elles appellent les citoyens se reconnaissant dans leur démarche à se joindre à la

MANIFESTATION CONTRE LE RACISME

Samedi 19 mars à 11h - Perpignan – Place de la Victoire

Pour exiger:

- la fin de l'état d'urgence et la suppression de la déchéance de nationalité
- le retrait des lois sécuritaires-la fin des contrôles au faciès
- la fermeture des centres de rétention et la liberté de circulation
- la régularisation des sans-papiers
- l'égalité des droits pour tous les êtres humains

Organisations signataires de cet appel: AFPS, Agaureps-Prométhée, ASTI, Bouge-Toit, CGT, Cimade, CNT, CNT-SO, Collectif des sans-papiers, CUP, EELV, FSU, LDH, MRAP, NPA, PCF, PG, Resf, Solidaires